

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société BRENNTAG

Zone d'activités Les Sauzets
07340 Andance

Références : 20250317-RAP-DAEN0327

Code AIOT : 0006102305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. De par la quantité de produits stockés, il est classé Seveso seuil bas. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral modifié du 17/01/2007.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
O1_2022 – Etanchéité réseau EU	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2025
NC5_2024 - PMII MMRI pressostat cuve de Javel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/04/2025
NC6_2024 – PMII cuve de Javel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/03/2025
NC9_2024 – Mauvais état de la cuve de LI et support de cuves de mélange	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 8.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2025
NC1_2025 - Demande antériorité butyl glycol	Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2025
NC2_2025 - Défaut autorisation rubrique 1630	Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2025
NC3_2025 - Double MMR sur cuves eau de Javel et HNO ₃	AP Complémentaire du 17/01/2024, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
NC4_2025 - Gestion des shunts de MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC1_2024 – Aménagement du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC2_2024 – Fiabilité des mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC8_2024 - Absence de la cuve de butyl glycol dans l'EDD	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions prises concernant le traitement et la surveillance des rejets aqueux sont de nature à ce que ces derniers soient conformes. Ce point sera vérifié lors du prochain contrôle inopiné de 2025.

Lors de la visite, la mesure de maîtrise du risque technique « capteur de pression » était en cours de mise en service.

Concernant la « poignée d'assentiment », contrairement à ce qui a été présenté par l'exploitant, elle ne peut pas être considérée comme MMR technique pour les raisons détaillées dans le constat « NC3_2025 - Double MMR sur cuves eau de Javel et HNO₃ ». Aussi, cette barrière ne remplit pas les critères permettant d'exclure de la maîtrise d'urbanisation le scénario de dispersion de gaz toxiques en cas de mélange incompatible d'un acide avec de l'eau de Javel. Ce point fait l'objet d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

O1_2022 – Etanchéité réseau EU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de [les réseaux de collecte des effluents] leur bon état et de leur étanchéité.[...]
Constats : Constats de 2022 : La pollution au chloroforme en Pz1 amont est non identifiée. Une enquête a été menée auprès des voisins en amont et ils n'emploient pas de produits chlorés selon leur déclaration.L'exploitant indique avoir fait contrôler l'étanchéité des réseaux d'eaux pluviales récemment et qu'il n'y a pas d'anomalie. Cependant, le réseau d'eaux usées vers la station interne de traitement des eaux n'a pu être contrôlé du fait de sa configuration. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite de 2022) : Il convient que l'exploitant s'assure de l'étanchéité des réseaux d'eaux usées afin s'affranchir de cette piste pouvant être à l'origine d'une pollution de la nappe. L'inspection prend note que cette piste s'avère peu probable considérant que le piézomètre Pz1 est situé à environ 25 m en amont hydraulique, mais elle ne peut être écartée si la nappe a un changement de sens ponctuel. Constats lors de la visite du 10/10/2024 : Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant a transmis le contrôle des réseaux de 2018, réalisé par Propompage et le devis des réparations de l'entreprise Mounard Travaux Publics. Par courriel du 05/01/2023, l'exploitant a transmis la facture de réalisation des travaux en 2020. L'exploitant indique que la pollution en chloroforme au PZ1 est peut-être due à la présence de la station de traitement des effluents dans cette zone. Le chloroforme proviendrait de la décomposition de l'eau de Javel. La refonte de la station de traitement est prévue pour fin 2024. Il n'est pas prévu de modification du réseau enterré actuel pour la mise en service de la station de traitement. Concernant la fréquence de vérification de l'étanchéité des réseaux, l'exploitant indique que des discussions en interne sont en cours. Il serait prévu un contrôle caméra des réseaux d'eaux industrielles tous les 5 ans et des eaux pluviales tous les 10 ans. Ces contrôles seront prévus dans la GMAO Les mesures sur le Pz1bis (nouveau piézomètre amont) en novembre 2023 et mai 2024 indiquent toujours un faible impact en chloroforme (0.5 mg/L en mai 2024). Il convient d'attendre la mise en service de la nouvelle station de traitement pour pouvoir se prononcer sur l'efficacité des mesures prises. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024): L'exploitant devra informer l'inspection de la mise en service de la nouvelle station de traitement d'ici le 31/12/2024.

Considérant que l'ordre de grandeur de la fréquence de contrôle de l'étanchéité des réseaux pour les eaux industrielles prévu est de 5 ans et que le dernier contrôle date de 2018, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles d'ici le 30/06/2025.

Constats du 25/02/2025 :

Par courriel du 09/01/2025, l'exploitant a indiqué que la station de traitement sera mise en service d'ici mi-janvier 2025. Il indique également que la procédure nationale interne au groupe BRENTAG relative à la vérification d'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles vise une fréquence de vérification tous les 10 ans. Cependant, l'exploitant a prévu de réaliser ce contrôle d'ici le 30/06/2025.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en service de la station de traitement des effluents issus de la zone chimie minérale. Le contrôle de l'état des réseaux n'a pas encore été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle de l'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles d'ici le 30/06/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30/06/2025

Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Article 9.2.3 - Surveillance des eaux résiduaires

- un contrôle des eaux résiduaires du bassin de confinement sera effectué par l'exploitant, avant tout rejet dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle (mise à niveau bas du bassin). Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, volume rejeté, DCO

- un contrôle (inopiné) pourra être exigé à la demande de l'inspection sur le rejet de ces eaux résiduaires. Il devra être effectué par un organisme dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées. Les paramètres de contrôle sont ceux visés à l'article 4.3.5 du présent arrêté

Constats :

Constats lors de la visite du 25/03/2024 :

L'exploitant a indiqué réaliser un contrôle au papier pH avant rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle. Ce contrôle et les dates de rejet ne sont pas tracés.

De plus, le volume rejeté et la DCO ne sont pas contrôlés non plus, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/01/2007. L'exploitant a transmis après l'inspection un projet de fiche de gestion du bassin, prévoyant un contrôle du pH avant chaque rejet et son enregistrement dans la GMAO. Les modalités de suivi et d'enregistrement du volume rejeté et de

la DCO ne sont pas décrites.

Demande n°3 : L'exploitant met en place un contrôle du volume rejeté et de la DCO à chaque rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement vers le réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité et la traçabilité associée, et ce dès le prochain rejet. Il transmet les justificatifs associés (organisation mise en place et exemple sur le premier rejet) à l'inspection des installations classées.

Constats lors de la visite du 10/10/2024 :

Par courriel du 22/08/2024, l'exploitant a répondu « Le compteur a été installé au début du mois de juillet. Lors du premier rejet, il a été bloqué par des particules présentes dans l'eau (feuilles). Une solution technique est actuellement à l'étude pour remédier à cette situation. En attendant, nous assurons un suivi horaire de nos rejets en tenant compte du débit de notre pompe. Depuis, nous avons rejeté en moyenne 30 m³. »

L'inspection a constaté la présence du nouveau débitmètre installé depuis 15 jours. L'exploitant a indiqué avoir très récemment acquis du matériel pour analyser la DCO (fin septembre 2024). Le test du débitmètre a été réalisé le 18/10/2024 (rejet de 2 m³), le pH mesuré était à 8,4 et la DCO n'a pas été analysée. Il indique que le volume journalier d'effluents est d'environ 1 m³.

L'exploitant a présenté un tableau de suivi des rejets.

L'exploitant indique avoir prévu un dispositif de recirculation avec une pompe en cas de pH non conforme des eaux du bassin (ajustement du pH dans le bassin de rétention possible).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant doit analyser systématiquement le volume rejeté et la DCO lors du rejet des eaux industrielles issues du bassin de rétention.

Il convient que l'exploitant transmette les résultats d'analyse des effluents de chaque rejet dans GIDAF une fois par mois, le temps que la situation devienne conforme.

Constats du 25/02/2025 :

Par courriel du 03/12/2024, l'exploitant indique que les dernières analyses de pH et DCO avant rejet indiquaient un pH et une DCO non conformes. Il indique qu'un tamponnage du pH va être mis en place et sollicite une dérogation concernant la VLE en DCO, sous réserve du respect du flux maximal de 100 kg/j.

L'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 prévoit :

« DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,
- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO₅ et la DCO,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO₅ et les MES,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO₅ et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l. »

Par courriel du 24/01/2025, l'inspection a signifié à l'exploitant qu'il n'est pas possible d'accorder une dérogation concernant la concentration en DCO dans ce cas, car les installations ne permettent pas de traiter la DCO. De plus, cette situation ne rentre pas dans les critères prévus

par l'article ci-avant. L'exploitant ne peut donc pas rejeter, tant que les effluents ne sont pas conformes.

L'exploitant a déclaré dans GIDAF les rejets effectués en janvier et février 2025. Ces derniers sont conformes en pH et DCO.

L'exploitant a répondu à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

NC1_2024 – Aménagement du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats du 10/10/2024 :

La canalisation de rejet d'effluent ne dispose pas d'un point de prélèvement d'échantillons et de point de mesure de débits implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant doit aménager un point de prélèvement d'échantillons des rejets aqueux et de point de mesure implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Un plan d'actions est transmis d'ici le 30/11/2024.

Constats du 25/02/2025 :

Un caniveau permettant la prise d'échantillon et la mesure de débit par un organisme extérieur est aménagé en sortie du bassin.

L'exploitant a répondu à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. [...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du</p>

premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Constats du 10/10/2024

L'exploitant a présenté la fiche réflexe de gestion du bassin de rétention FREXPAND163/01 révisée le 03/10/2024. Elle prévoit des analyses avant chaque rejet.

Les modalités de prélèvements sont succinctes (volume prélevé uniquement). Il n'est pas précisé le point de prélèvement ni le matériel utilisé pour cela. Pour les analyses, la méthode d'analyse normalisée pour la DCO et le pH n'est pas précisée et le mode opératoire à suivre non indiqué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant doit établir une procédure de prélèvement/analyses des rejets aqueux conforme aux dispositions du guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (version février 2018) d'ici le 31/12/2024.

Constats du 25/02/2025 :

Par courriel du 09/01/2025, l'exploitant a transmis une procédure fixant les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance des émissions aqueuses sur le site d'Andance, en précisant les conditions d'échantillonnage et d'analyse des rejets, dans le cadre de l'autosurveillance.

Elle prévoit que le prélèvement d'échantillon avant contrôle libératoire soit réalisé avec un seau directement dans le bassin, sans homogénéisation du bassin au préalable. La méthode d'échantillonnage prévue n'est pas représentative de l'effluent rejeté.

Le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022 indique :

« 2.1.3.b - Rejet ponctuel ou discontinu Le recours à un prélèvement ponctuel directement dans la bûchée ou le bassin n'est pas approprié. La raison est que le volume contenu en bûchée ou en bassin n'est pas homogène sur toute la colonne d'eau. Les substances présentes dans le rejet vont selon leurs propriétés physico-chimiques soient s'absorber sur les particules et décanter lentement en fond de bassin, soient se volatiliser ou se solubiliser dans la phase dissoute. Au moment de l'ouverture de la vanne ou de la pompe de vidange, le volume collecté dans la bûchée ou le bassin sera perturbé et une remise en suspension des particules aura lieu (particules en suspension qui n'auraient pas été prises en compte si un prélèvement ponctuel était mis en œuvre).[...] »

L'exploitant doit revoir la méthode de prélèvement des échantillons. Ce point a été signifié à l'exploitant par courriel du 24/01/2025.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure PRCEXPAND100/01 modifiée le 05/02/2025 relative aux prélèvements et analyses des rejets aqueux. Cette procédure tient compte des remarques ci-avant et prévoit l'agitation des eaux du bassin avant prélèvement.

L'exploitant a répondu à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, PMII
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ».</p> <p>Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.</p> <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014. <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
Constats : Constats du 10/10/2024 <p>La MMRI contrôlée est le pressostat sur la cuve n°10 d'eau de Javel.</p> <p>Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle de la chaîne MMRI du pressostat d'avril 2018 par la société MCAI qui

conclut au bon fonctionnement de la chaîne de sécurité ;

– le rapport de contrôle du 27/03/2024 par la société JMO qui atteste du bon fonctionnement de cette même chaîne de sécurité ;

– le rapport de contrôle de la chaîne MMRI du pressostat de juin 2019 par la société MCAI qui conclut au bon fonctionnement de la chaîne de sécurité ;

– le rapport de contrôle du pressostat sur la cuve de Javel du 08/02/2021 par la société JMO.

L'état initial et le programme de surveillance du pressostat n'a pas été présenté.

L'exploitant a indiqué que le pressostat a été déplacé sur la cuve n°2 suite à la réaffectation de l'eau de Javel à la cuve n°2 courant de l'été 2024. Le rapport de contrôle de la MMRI du pressostat monté sur la cuve n°2 n'a pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant doit transmettre l'état initial du pressostat de la cuve d'eau de Javel et le programme de surveillance. Le rapport de contrôle de cette MMRI mise en place sur la cuve n°2 doit également être transmis d'ici le 15/11/2024. L'exploitant veillera à disposer de rapports mentionnant le test complet de la chaîne MMR, tel que celui de 2024 car celui de 2021 n'est pas complet.

Constats du 25/02/2025 :

Par courriel du 31/01/2025, l'exploitant indique que les tests du pressostat lors de son transfert sur la cuve de Javel n'ont pas fait l'objet d'une traçabilité. Une nouvelle cuve de Javel va être mise en service prochainement et l'exploitant s'engage à tracer les tests de la MMR.

Lors de la visite, la nouvelle cuve d'eau de Javel n°3 n'a pas encore été mise en service. La cuve n°2 contenant encore de l'eau de Javel est toujours en service. Cependant, l'exploitant a rendu impossible le dépotage dans cette cuve par la mise en place d'une bride sur le tuyau de dépotage. Le pressostat a été retiré de la cuve n°2 et transféré sur la cuve n°3.

Le contrôle et le test du pressostat de la cuve n°3 ont été réalisés le 31/01/2025 par la société GMIO. Le rapport ne mentionne pas la référence/n° du capteur de pression/modèle. Le temps de réponse de la chaîne MMR n'est pas précisé.

L'état initial du capteur de pression de la cuve n°3 n'a pas été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'état initial du capteur de pression de la cuve d'eau de Javel n°3 et le programme de surveillance d'ici le 30/04/2025.

Le rapport de test de ce capteur/chaîne MMR doit préciser le temps de réponse mesuré lors du test. Il doit être conservé en version non modifiable (pdf par exemple). Les références et n° du capteur doivent être mentionnés afin qu'il n'y ait pas de confusion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30/04/2025

NC6_2024 – PMII cuve de Javel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, PMII

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement .

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

Constats du 10/10/2024 :

État initial :

La cuve n°10 date de 2003. L'exploitant a présenté le plan de la cuve du 03/05/2002 (V=40 m³ ; hauteur = 6,1 m ; diamètre intérieur = 2,9 m ; matériau = PEHD ; fabricant : ALLIBERT). L'exploitant indique ne pas disposer du code ou norme de construction ni de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir. Au jour de la visite, ce réservoir est déconnecté et non utilisé. L'exploitant indique que son remplacement est prévu pour fin novembre 2024. L'exploitant ne dispose pas

d'un état initial complet pour la cuve n°10.

Programme et inspection :

L'exploitant indique que le programme d'inspection et le plan d'inspection de cette cuve ont été établis sur le document technique DT94. Il est prévu une visite de routine annuelle et une visite externe détaillée tous les 5 ans. Les documents relatifs à la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement n'ont pas été vérifiés.

L'exploitant a présenté les rapports de visite de routine de la cuve n°10, du 17/10/2023 et du 28/01/2021. La visite externe détaillée a été réalisée en 2022.

Par courriel du 14/10/2024, l'exploitant a transmis le rapport de visite de routine de la cuve n°2 du 09/10/2024. Le dispositif de mesure de niveau est en état « dégradé ». L'exploitant a prévu de repasser l'eau de Javel sur la cuve n°10 une fois celle-ci remplacée.

Les visites de routine sont réalisées par du personnel BRENNTAG. Le responsable maintenance est chargé de réaliser la formation des autres agents du service maintenance pour réaliser les visites de routine. Un canevas fait en interne sur la base du DT94 est mis à leur disposition pour les contrôles.

Le DT94 prévoit au point 9.1.1 que les opérateurs sont des personnels internes ou externes dûment qualifiés pour les visites de routine. L'exploitant n'a pas justifié de la qualification du personnel réalisant les visites de routine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant veillera à disposer de l'intégralité des documents sur l'état initial de la future cuve qui contiendra l'eau de Javel, y compris les codes de construction, épreuve hydraulique et l'historique des interventions et rapports de contrôle. Ces éléments seront transmis à l'inspection sous 1 mois suivant la mise en service de la future cuve.

L'exploitant doit justifier de la qualification du personnel en charge des visites de routine d'ici le 31/03/2025.

Constats du 25/02/2025 :

L'exploitant indique que la cuve n°3 contenant l'eau de Javel n'est pas encore mise en service. L'épreuve hydraulique est prévue mi-mars 2025.

Le document d'information relatif à la réalisation d'une visite de routine au titre du PMII et la procédure de formation ont été présentés. Les éléments justifiant de la formation du personnel de contrôle au titre du PMII n'ont pas été présentés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à disposer de l'intégralité des documents sur l'état initial de la future cuve qui contiendra l'eau de Javel, y compris les codes de construction, épreuve hydraulique et l'historique des interventions et rapports de contrôle. Ces éléments seront transmis à l'inspection sous 1 mois suivant la mise en service de la future cuve.

L'exploitant doit justifier de la qualification du personnel en charge des visites de routine d'ici le 31/03/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31/03/2025

NC8_2024 - Absence de la cuve de butyl glycol dans l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Constats du 10/10/2024 La cuve contenant 30 m ³ de butyle glycol n'est pas mentionnée dans l'étude de dangers. Cette substance est classée toxique par inhalation H331. L'installation est autorisée à détenir jusqu'à 73,4 t de produits classés 4130-2 (A). L'exploitant dispose donc des autorisations pour détenir ce type de produits. Cependant, l'étude de dangers doit recenser l'ensemble des risques présentés par les substances présentes sur site. Le butyle glycol est mentionné mais les risques associés à une perte de confinement d'un volume significatif de 30 m ³ ne sont pas détaillés. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) : L'étude de dangers doit être mise à jour en tenant compte des risques associés à la présence de 30 m ³ butyle glycol en vrac d'ici le 31/01/2025. Constats du 25/02/2025 : Le complément de l'étude de dangers portant sur la présence de butyl glycol à raison de 30 m ³ dans la cuve S1-28 a été transmis lors de la visite. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

NC9_2024 – Mauvais état de la cuve de LI et support de cuves de mélange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, PMII
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

Prescription contrôlée :

[...] - Produits en réservoirs (vrac)

Les réservoirs doivent être maintenus en parfait état.[...]

Les réservoirs reposent, soit sur un massif, soit sur une charpente. Dans tous les cas, leur installation doit permettre d'accéder facilement autour des bacs pour déceler les suintements, fissurations, corrosions éventuelles des parois latérales.

On devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et, éventuellement, du fond des réservoirs. Ces examens seront effectués, chaque année, par un organisme agréé et compétent, sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder 12 mois.

[...] Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, l'exploitant procédera à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.

L'exploitant devra, de même, vérifier le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs et s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant des fuites du liquide stocké ne s'est produite.

La date des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial. [...]

L'alimentation du réservoir se fait au moyen de canalisation en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état de ces canalisations doit être vérifié fréquemment. [...]

Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils doivent être placés sur des bâtis ou supports construits suivant les règles de l'art et offrant, en permanence, toutes garanties de résistance mécanique.

Constats :**Constats du 10/10/2024**

La cuve de 101 m³ contenant des liquides inflammables présente des zones de corrosion de surface importante. L'inspection ne considère pas que cela relève d'un bon état de la cuve. L'exploitant indique avoir sollicité des devis pour refaire l'anti-corrosion et la peinture de la cuve. Le support des cuves de mélanges n°13 et 14 de la zone chimie minérale présente un début de corrosion (peinture abîmée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (visite du 10/10/2024) :

L'exploitant doit transmettre d'ici le 30/11/2024 un plan d'actions avec échéancier visant la remise en état de la cuve de 101 m³ de liquides inflammables et le support des cuves de mélanges n°13 et 14 de la zone chimie minérale.

Constats du 25/02/2025 :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les supports de tuyauteries des cuves S1-28, S1-29, S1-01 et S1-02 ont été remplacés par des pieds en inox en bon état.

L'exploitant indique par ailleurs que la réfection de la cuve de liquides inflammables et de ses supports, a fait l'objet d'un devis qui est en attente de validation au siège allemand. Le devis daté du 12/09/2024 a été transmis par courriel le 11/03/2025. L'exploitant indique être toujours en cours de consultation de prestataires pour la réfection des supports des cuves n°13/14/11/07 côté chimie minérale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un échéancier validé pour la réfection des cuves de liquides inflammables et des supports des cuves de chimie minérale concernées d'ici le 30/06/2025. Les éléments justifiant de l'avancée des actions (devis, bons de commande, rapports de fin de travaux) doivent être transmis à l'inspection dans le mois qui suit leur réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30/06/2025

NC1_2025 - Demande antériorité butyl glycol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Prescription contrôlée :

4130-2-a) A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 73,4 t
----------------	---	--

Constats :

Par courrier du 23/10/2024, l'exploitant sollicite l'antériorité pour le stockage de butyl glycol dans la cuve de 30 m³ et une augmentation des quantités susceptibles d'être présentes sous la rubrique 4130-2 jusqu'à 100,4 t. Il indique que la classification harmonisée sous la mention de danger H331 du butyl glycol était applicable à compter du 23/11/2023 selon le règlement délégué 2022/692 et que cette substance relève de la rubrique 4130-2 depuis cette date. Il indique que le site reste SEVESO seuil bas.

L'étude de dangers d'août 2022 complétée le 20/09/2023 ne mentionne pas la présence d'une cuve de 30 m³ de butyl glycol dans le listing des produits contenus en vrac, notamment dans la cuve S1-28. L'étude de dangers indique la présence d'acétate d'éthyle dans la cuve S1-28. Il n'y a pas eu d'évaluation du risque lié au butyl glycol dans les cuves vrac du site. Le butyl glycol fait uniquement partie des produits recensés page 52 de l'EDD dans la catégorie des substances nocives. À noter qu'à l'occasion des compléments apportés à l'étude de dangers par l'exploitant le 20/09/2023, l'actualisation des informations sur le butyl glycol n'a pas été réalisée malgré le changement de classement harmonisé de cette substance à cette période.

Lors de la visite du 25/02/2025, l'exploitant indique que le dossier de demande d'autorisation de 2005 page 38 - version 3 - prévoyait une cuve de 15 m³ de butyl glycol dans la cuve n°4. Ce point a été vérifié par l'inspection et concorde. La cuve n°4 est différente de la cuve S1-28. Le dossier de demande d'autorisation indiquait la présence de 30 m³ d'acétate d'éthyle dans le compartiment n°28. De plus, la quantité stockée est différente.

L'exploitant indique que le 1^{er} camion vrac de butyl glycol a été livré le 07/06/2024. Auparavant, seuls des petits contenants étaient présents sur site, tel que prévu par l'étude de dangers de 2022. La demande d'augmentation de la quantité susceptible d'être présente ne peut bénéficier de l'antériorité à ce titre. L'antériorité ne peut pas non plus être accordée pour les 15 m, car la cuve de stockage a été modifiée. Il y a donc eu une modification notable des conditions d'exploitation.

Le seuil d'autorisation de la rubrique 4130-2 est de 10 t. L'augmentation de 27 t induit donc le dépassement du seuil d'autorisation en lui-même et une demande de cas par cas doit être établie au titre de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. De plus, les risques sont modifiés sur cette cuve S1-28. Il est donc nécessaire a minima de déposer un dossier de porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement, tant sur la partie impacts que la partie risques accidentels.

L'exploitant a remis l'actualisation de l'étude de dangers lors de la visite sur la présence de butyl glycol en vrac dans la cuve S1-28. Il est à noter que les effets toxiques en cas d'épandage ne sortent pas de limites de site. Cependant, cela ne suffit pas pour remplir les conditions évoquées ci-avant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une demande de cas par cas doit être établie au titre de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Il est aussi nécessaire a minima de déposer un dossier de porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement, tant sur la partie impacts que la partie risques accidentels d'ici le 30/06/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30/06/2025

NC2_2025 - Défaut autorisation rubrique 1630

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Prescription contrôlée :

4130-2-a) A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 73,4 t
1630-2 D	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 249 t

[...]

L'établissement est dit SEVESO seuil BAS par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les substances suivantes :

- Substances/mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. classé sous la rubrique 4510
- Substances/mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 classée sous la rubrique 4511

La somme des produits présents sur site classés sous les rubriques 4440-2 et 4441-2 ne dépasse pas 27 t.

La somme des produits présents sur site classés sous les rubriques 4130-2 et 4140-2 ne dépasse pas 73,4 t.
La somme des produits présents sur site classés sous les rubriques 4130-1 et 4140-1 ne dépasse pas 1,5 t.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks du jour de la visite. 1630 : la quantité de lessive de soude ou de potasse est de 282,1 t, soit plus que le seuil d'autorisation pour cette rubrique. Le site est en défaut d'autorisation pour cette activité. Il a présenté la vérification de la règle des cumuls SEVESO - pour le seuil bas : Sa = 0,44 Sb = 0,02 Sc = 1,12 - pour le seuil haut : Sc = 0,55 (non vérifié pour les autres car non susceptibles de dépasser) Le site relève bien du régime d'autorisation SEVESO seuil Bas. Les autres éléments du constat ne sont pas communicables au public.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit régulariser sa situation administrative concernant les stockages de lessives de soude et/ou potasse en portant tous les éléments d'appréciation à la connaissance de madame la préfète d'ici le 30/06/2025 selon les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/06/2025

NC3_2025 - Double MMR sur cuves eau de Javel et HNO₃

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Chacune des installations de dépotage, stockage vrac et/ou mélanges concernées par la présence d'hypochlorite de sodium ou d'acide nitrique, est équipée d'au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) indépendantes à même de prévenir et/ou de limiter les conséquences d'un mélange incompatible généré en cas d'erreur d'opération de dépotage ou d'autre erreur. Les mesures techniques de maîtrise des risques considérées dans leur ensemble (chaîne des MMR), seront considérées comme efficaces si, en situation à risque de mélange incompatible, leur action permet que les zones résiduelles de dangers pour l'homme ne dépassent pas les limites de l'établissement. Dans ce cadre, les zones résiduelles de danger pour l'homme sont définies au seuil des effets létaux (SEL par référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) dans les conditions les plus défavorables, dont les conditions de dispersion atmosphériques.

Chaque dispositif technique est considéré comme mesure technique de maîtrise des risques si du fait de son action, la classe de probabilité du phénomène dangereux redouté reste en E (probabilité < 10⁻⁵/an) (cf. référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé) même lorsque l'autre dispositif MMR technique de plus haut niveau de confiance est défaillant.

Les mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) visées ci-dessus sont opérationnelles dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté et dans le strict respect de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé (Mesures de maîtrise des risques). Ces mesures de maîtrises des risques sont totalement documentées (État initial cf. art. 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010)). Elles font l'objet de procédures écrites (consignes) d'exploitation, de vérification et d'entretien (programme et plan de surveillance, cf. art.7 am du 04/10/2010). Ces procédures sont établies dès le redémarrage. Elles sont établies sur la base de leur documentation technique, et notamment de l'évolution de leur probabilité de défaillance en fonction de leur sensibilité au vieillissement ou d'autres facteurs... Au besoin, elles sont révisées.

Constats :

Partie non communicable au public

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise en demeure demandant à l'exploitant la mise en service de deux mesures de maîtrise des risques techniques sous 1 an est proposé à madame la préfète.

Par ailleurs, les éléments justifiant la quantité de chlore émise ainsi que le temps de montée en pression dans la cuve pour le scénario résiduel « émission de chlore lors d'un mélange incompatible avec fonctionnement de la barrière de sécurité » doivent être transmis à l'inspection d'ici le 30/06/2025.

Le scénario résiduel « d'émission de chlore lors d'un mélange incompatible avec fonctionnement de la barrière de sécurité » n'est pas présent dans l'étude de dangers. Aussi, ce point doit être complété d'ici le 30/06/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

NC4_2025 - Gestion des shunts de MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

B.- [...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Non communicable au public. Cf fiche d'inspection MMR pour le constat complet

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les documents et procédures mis à jour permettant de préciser et justifier la maîtrise de l'exploitation des installations en sécurité notamment pendant les phases

de maintenance et d'entretien conduisant à une indisponibilité des mesures de maîtrise du risque instrumentées d'ici le 30/06/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30/06/2025